



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le diagnostic local de sécurité 2014

L'organisation suisse COGINTA a réalisé une vaste enquête sur la sécurité dans les communes de Matam, Ratoma, Matoto et N'Zérékoré. Représentant l'un des éléments clefs du pilotage de la police de proximité du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, ce diagnostic a été réalisé dans le cadre des projets « *Appui au renforcement de la capacité de la police nationale et réconciliation avec la population de la République de Guinée* » financé par l'Instrument de Stabilité de l'Union Européenne (IfS-UE) et « *Renforcement de la Police Nationale de Guinée pour la mise en place d'une police de proximité* » financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Ce diagnostic local de sécurité s'inscrit dans la mise en place, progressive, graduelle, d'abord dans ces zones pilotes, de patrouilles de quartier avec des policiers de proximité que les résidents de certains quartiers de Conakry commencent à apercevoir depuis quelques semaines. Le diagnostic se fonde sur plus de 5'000 entretiens avec les résidents des quartiers que COGINTA a mené avec une équipe de l'Université de Sonfonia dirigée par le professeur Amadou Barry Bano.

Les chercheurs montrent qu'en moyenne 34.1% des ménages des zones qu'ils ont étudiées ont connu un cambriolage durant les derniers trois ans. 9.8% des résidents ont vécu une agression sur la même période. Les plus touchés par les agressions sont les jeunes et, notamment, les jeunes hommes. Cela tient, pour les chercheurs, à la fois de l'activité de loisirs de ces derniers, qui sortent la nuit, mais aussi, d'une manière plus structurelle, à l'organisation de la vie dans les concessions. L'espace se rétrécissant à Conakry, les parents dorment la nuit dans l'unique pièce d'habitation tandis que les jeunes y dorment plutôt le jour et, du coup, sont dans la rue la nuit. C'est la nuit que l'insécurité règne à Conakry comme à N'Zérékoré. Environ 80% des résidents se sentent insécurisés la nuit. C'est évidemment un chiffre très élevé. Ce n'est sans doute pas sans raison. Les chercheurs ont pu montrer en effet que 80% des cambriolages se déroulent la nuit et une bonne proportion des agressions également. Ils montrent également que la saison des pluies, lorsque le secteur de la construction notamment tourne au ralenti, la criminalité augmente.

Les auteurs de l'étude présentent une cartographie de l'insécurité. Ils sont parvenus à démontrer que l'insécurité tend à se concentrer dans des zones enclavées entre le rail et la route et le long de ces axes. Ces zones, peu accessibles, n'ont pas fait l'objet d'une planification urbaine et, le plus souvent, sont également des zones où les infrastructures scolaires et publiques manquent. Il existe un cœur d'insécurité à Conakry qui se situe dans une zone élargie où se touchent les communes de



Matam, Matoto et Ratoma. Ainsi, l'est de Matam et l'ouest de Ratoma et de Matoto sont-ils dominés par la présence de quartiers que les chercheurs appellent « sensibles ».

La consommation et la distribution locale de stupéfiants est le problème qui dérange le plus les Guinéens (2.9 de niveau de degré de dérangement sur une échelle de 1 à 3). 76.7% des personnes interrogées constatent un problème de drogue dans leur quartier. Les personnes interrogées souhaitent que la police traite en priorité de ce phénomène, avant même la lutte contre les cambriolages et les braquages (deuxième priorité) ou la lutte contre l'insalubrité (troisième priorité). Dans la commune de Ratoma, plus de 50% des chefs de quartier souhaitent que la police traite en priorité du problème de la drogue dans leur quartier.

Les Guinéens se tournent assez peu vers la police ou la gendarmerie pour dénoncer les délits. Selon les calculs des chercheurs, moins de 10% des délits sont dénoncés à la police. Les résidents sont en général assez peu satisfaits du traitement policier des plaintes, ce qui explique en partie qu'ils dénoncent peu. Les plus pauvres, les moins éduqués ou encore les femmes s'adressent plus volontiers aux chefs de quartier pour rapporter un délit ou une affaire qui les opposent à d'autres résidents. Selon le diagnostic local de sécurité, ces chefs de quartier sont un pilier de la cohésion sociale. Ils privilégient la médiation dans la manière de traiter les plaintes et ce faisant les parties en conflit se déclarent souvent satisfaites des décisions des chefs de quartier. Les chercheurs relèvent que 80% des femmes se disent satisfaites de la manière dont les chefs de quartier traitent les dénonciations pour agression.

Ce qui frappe, dans le diagnostic, c'est la tendance des résidents à s'adresser à un parent – une personne influente de la famille élargie comme le définissent les chercheurs – pour dénoncer les délits. 62.4% environ des agressions sexuelles sont dénoncées à un parent ; 31.6% des agressions dénoncées le sont à un parent. Le diagnostic parle à ce propos d'un certain repli sociétal dans les zones étudiées, un repli qui serait marqué particulièrement chez les plus jeunes générations. Ces jeunes, semble-t-il, sont légèrement moins satisfaits de la manière dont les institutions formelles, que ce soit la police ou les chefs de quartier, traitent de la criminalité et de leurs plaintes. Pour les chercheurs, c'est un danger et la police de proximité doit, en priorité, réinvestir le champ de la jeunesse pour éviter que les jeunes s'éloignent des institutions.

Le diagnostic de COGINTA révèle que des groupes d'autodéfense sont constitués dans certaines zones, notamment à N'Zérékoré et Ratoma. Ces groupes sont une autre manifestation du repli sociétal pour traiter des questions de sécurité. Les résidents de N'Zérékoré sont près de 40% à penser que les groupes d'autodéfense sont les plus à même d'assurer la sécurité dans les quartiers. Dans la zone ouest de la commune de Ratoma, 30% environ des résidents pensent de même. Les groupes d'autodéfense sont plus une réalité par défaut qu'un véritable souhait des résidents. Interrogés sur la question, les résidents ne semblent pas souhaiter le renforcement de ces groupes. On connaît d'ailleurs mal ces groupes d'autodéfense. Un chapitre du diagnostic traite du



phénomène des bandes de jeunes qui semblent être à l'origine d'une bonne partie de la criminalité urbaine. Il relève l'ambiguïté des bandes de jeunes organisées qui, d'un côté, peuvent fonctionner comme groupe d'autodéfense dans leur quartier d'origine et de l'autre commettent des abus dans les quartiers voisins et, parfois, se livrent à des luttes intestines. Le diagnostic met le doigt également sur le fait que les résidents des quartiers, notamment les plus pauvres, en appellent aux jeunes des concessions pour protéger la nuit leurs habitations.

Les résidents montrent un certain optimisme sur l'évolution de la sécurité. Ils ont tendance à penser que le travail de la police s'améliore ces derniers temps, que l'insécurité diminue et ils appellent de leurs vœux une « nouvelle police ». Pour eux, la police doit être mieux payée, mieux formée et doit veiller aux critères de qualité dans le recrutement. La nouvelle police de proximité, dont le ministère de la Sécurité et de la protection civile a adopté les principes et qui se met en place dans les zones pilotes sera-t-elle la réponse ? Les chercheurs ont réalisé un diagnostic à la veille de la mise en place de cette nouvelle police. Ils ont fait un état des lieux. Il deviendra possible désormais de mesurer les progrès réalisés de manière scientifique avec un prochain diagnostic qui évaluera demain l'impact des efforts entrepris par la police nationale avec l'aide de l'Union européenne et du PNUD.

Le rapport intégral est disponible sur le site de COGINTA : www.coginta.org. COGINTA est une ONG suisse qui se consacre aux réformes policières et à la gouvernance du secteur de la sécurité. Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : Dr. Dominique WISLER, Email : wisler@coginta.org ou M. Sébastien GOURAUD, Email : gouraud@coginta.org

Nous tenons à remercier nos partenaires pour leur soutien :

